

Acte 4 des sans papiers :
Vendredi 18 décembre à 18h00 : Place de la gare, soupe solidaire

Malgré les centaines de kilomètres parcourus par les sans-papiers lors de l'Acte 3, la Marche nationale des Sans-Papiers du 19 septembre au 17 octobre, les milliers de villes et villages traversés, les centaines de réseaux mobilisés, les multiples rencontres et les dizaines de milliers de participantes à la manifestation du 17 octobre à Paris... rien.

Emmanuel Macron n'a pas eu un mot pour les sans-papiers.

MACRON ET CE POUVOIR MÉPRISENT LES HABITANT·E·S DE CE PAYS, AVEC OU SANS PAPIERS. Ils parlent de liberté. Mais après avoir refusé la liberté de circuler aux migrant.e.s, ils la limitent de plus en plus régulièrement pour toute la population. Le gouvernement prétend défendre la liberté d'expression mais a interdit à la Marche nationale des Sans-papiers de défiler vers l'Élysée le 17 octobre.

Par ailleurs, ils ne respectent pas le droit d'asile, alors même que l'État français est en partie responsable de guerres et de partenariats économiques honteux qui provoquent l'exil. Ils parlent d'égalité mais la refusent aux sans-papiers et les inégalités explosent dans toute la société. Ils disent agir pour la santé mais n'ont en tête que la défense des profits des plus riches. C'est ce qu'ils appellent l'économie mais ils refusent de donner les moyens nécessaires à l'hôpital ou à l'école, mettent des migrant.e.s à la rue, continuent d'expulser des pauvres de leur logement, font exploser le chômage, laissent des sans-papiers sans protection en première ligne et remplissent les centres de rétention. Le pouvoir fait partie du problème des crises de ce pays et les amplifie, semant la misère, le désespoir, le racisme et la haine là où il faut plus de solidarité, de liberté et d'égalité.

LORS DE LA MARCHÉ NATIONALE DES SANS-PAPIERS NOUS AVONS MONTRÉ QUE NOUS ÉTIIONS LA SOLUTION. Le 17 octobre malgré le couvre-feu, malgré l'horreur de l'assassinat d'un professeur la veille, malgré le black-out médiatique sur notre mouvement et malgré l'interdiction de manifester dans tout l'ouest parisien nous étions des dizaines de milliers, ensemble, avec et sans papiers, venu.e.s de tout le pays pour la liberté et l'égalité des droits, pour la régularisation de tout.e.s les sans-papiers, uni.e.s contre le racisme, la xénophobie et l'islamophobie.

ALORS NOUS APPELONS À RENFORCER ENCORE CE MOUVEMENT AVEC L'ACTE 4.

De nouveaux collectifs de sans-papiers se sont construits. Il faut les développer et en faire naître dans chaque ville, chaque quartier, chaque foyer et centre d'hébergement. Des collectifs de solidarité existent et se sont mobilisés sur tout le territoire. Sans eux la Marche aurait été impossible. Là où ils n'existent pas encore il faut les construire. Là où ils existent il faut les développer et multiplier les actions. Syndicalistes et syndicats se sont mobilisé.e.s auprès des sans-papiers. Nous appelons les sans-papiers qui travaillent à rejoindre un syndicat et les syndicats à porter haut la lutte pour la régularisation des sans-papiers. Ce n'est pas l'immigration qui crée un dumping social, ce sont les inégalités et la précarisation de toute la main-d'œuvre.

Nous appelons à préparer les conditions d'une journée de grève interprofessionnelle pour l'égalité et la régularisation des sans-papiers. Nous appelons à participer aux luttes contre les centres de rétention, pour un logement décent pour tous et toutes et contre les expulsions. Nous appelons à faire converger tous ces efforts par des manifestations dans toutes les villes et les villages, sur tout le territoire le vendredi 18 décembre, Journée internationale des migrant.e.s, pour la régularisation de tout.e.s les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, le logement pour tout.e.s.

NOUS APPELONS À FAIRE TRIOMPHER LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ ET LA SOLIDARITÉ.

Premiers signataires

Association BSP, RESF, Sud CT section département, CNT 80, UNEF, CASP, ASMA, La Cimade, CGT, Solidaire 80.

Vendredi 18 décembre à 18h00 : Place de la gare, soupe solidaire

Malgré les centaines de kilomètres parcourus par les sans-papiers lors de l'Acte 3, la Marche nationale des Sans-Papiers du 19 septembre au 17 octobre, les milliers de villes et villages traversés, les centaines de réseaux mobilisés, les multiples rencontres et les dizaines de milliers de participantes à la manifestation du 17 octobre à Paris... rien.

Emmanuel Macron n'a pas eu un mot pour les sans-papiers.

MACRON ET CE POUVOIR MÉPRISENT LES HABITANT·E·S DE CE PAYS, AVEC OU SANS PAPIERS.

LORS DE LA MARCHÉ NATIONALE DES SANS-PAPIERS NOUS AVONS MONTRÉ QUE NOUS ÉTIIONS LA SOLUTION.

ALORS NOUS APPELONS À RENFORCER ENCORE CE MOUVEMENT AVEC L'ACTE 4.

De nouveaux collectifs de sans-papiers se sont construits. Il faut les développer et en faire naître dans chaque ville, chaque quartier, chaque foyer et centre d'hébergement.

Nous appelons à faire converger tous ces efforts par des manifestations dans toutes les villes et les villages, sur tout le territoire le vendredi 18 décembre, Journée internationale des migrant.e.s, pour la régularisation de tout.e.s les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, le logement pour tout.e.s.

NOUS APPELONS À FAIRE TRIOMPHER LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ ET LA SOLIDARITÉ.

Rendez vous à partir de 18h00, place de l'Hôtel de ville (en attente de confirmation).

Prévoir : repas solidaire, etc....

Premiers signataires

Association BSP, RESF, Sud CT section département, CNT 80, UNEF, CASP, ASMA, La Cimade, CGT, Solidaire 80.